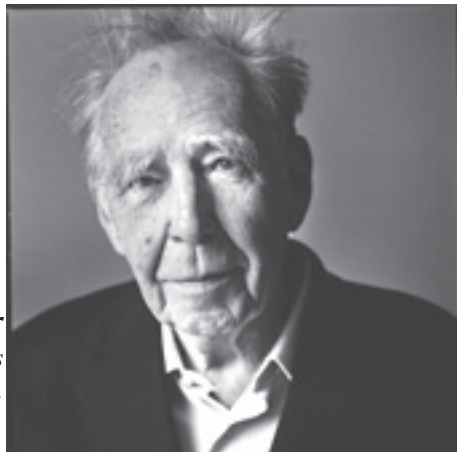


Hommage à Robert CASTEL

sociologue incontournable de l'intégration sociale et de la solidarité

par **Manuel Boucher**

Sociologue, Président de l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales.



Robert Castel photographié par Sébastien Dolléon

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès du sociologue Robert Castel qui nous a quittés le 12 mars 2013 à l'âge de 79 ans. Au regard de l'importance de ses travaux scientifiques précurseurs sur la société du risque et les questions sociales¹ toujours reliées à des préoccupations humaines, celles du respect des individus, en particulier des plus vulnérables (il s'insurge contre les logiques de stigmatisation, de sécurisation, voire d'enfermement des populations dites « anomiques »), constamment considérés comme des acteurs capables de transformation sociale, je remercie donc *Ecart d'identité* de me donner la possibilité de lui rendre hommage.

En effet, au-delà de son travail devenu incontournable sur la condition salariale² et la gestion de la maladie mentale³ (il contribue largement à faire connaître les travaux d'Erving Goffman⁴ en France à la fin des années soixante), ses ouvrages sur la question sociale ont profondément renouvelé la compréhension des transformations radicales de l'« Etat social ». Il y décrit le retour de l'assistance, l'ébranlement du salariat et avec lui la montée de l'insécurité sociale⁵ (de l'incertitude), de la vulnérabilité et de ce qu'il appelait la désaffiliation. Il a ainsi contribué à renouveler l'intérêt porté à l'intervention sociale « auxiliaire de l'Etat social », comme il le soulignait.

Un penseur des mutations de l'« Etat social »

Pour Robert Castel, en effet, les nouveaux défis de l'Etat social sont le produit d'une relation forte entre le développement de l'Etat social et le développement du travail social. Pour celui-ci, la période qui a suivi la seconde guerre mondiale jusqu'aux années soixante-dix a permis le développement d'importants progrès sociaux, en particulier la généralisation de la sécurité sociale et la couverture des principaux risques sociaux à partir du travail. Dans ce contexte, selon Robert Castel, la mission principale du travail social est de s'occuper de la partie minoritaire de la population qui n'est pas couverte par la protection liée au travail. C'est, en ce sens, que le travail social représente un « auxiliaire de la politique générale d'intégration ».

Cependant, à partir du milieu des années soixante-dix, la « société assurantielle » est remise en question par le développement de ce que l'on appelle alors la « crise économique ».

Robert Castel souligne que cette situation de crise déconstruit le rôle protecteur assuré par l'Etat durant les années de croissance et de progrès sociaux, notamment la garantie des droits sociaux ayant une vocation universaliste et, plus généralement, la protection contre les facteurs d'insécurité. Cette situation de crise se caractérise ainsi par l'installation du chômage de masse et la précarisation des relations de travail. Selon Robert Castel, la « concurrence généralisée » opère donc une grande entreprise de « décollectivisation » renvoyant les individus à eux-mêmes, à leurs difficultés et à la particularité de leurs trajectoires.

En fait, Robert Castel souligne que cette décomposition d'un mode de gestion collectif de la question sociale est surtout rendue visible à partir des années quatre-vingt par la critique systématique de l'Etat social qui émane, au-delà du clivage droite/gauche, d'une grande partie du monde politique et médiatique. Selon Robert Castel, il est reproché à l'Etat social d'assurer des droits collectifs généralisés encourageant alors les bénéficiaires de ces droits à s'installer dans une « culture de l'assistance ». Dans la pratique, ces critiques sont certes néolibérales (moins d'Etat) mais également « sociales-libérales » (mieux d'Etat), ce qui signifie que les interventions de l'Etat sont ciblées sur des situations particulières.

Robert Castel affirme alors que nous assistons à l'émergence d'un nouveau paradigme, celui de l'« activation ». Autrement dit, la recomposition de l'Etat s'organise, principalement, à partir de la mobilisation des « usagers ». Dans ce cadre, le développement du précarat (institutionnalisation de la précarité) associé au chômage de masse et à la décomposition de la solidarité collective amène les travailleurs sociaux à accompagner des « valides invalidés ». En outre, les travailleurs sociaux sont tenus de mobiliser et d'activer les personnes vivant des épreuves difficiles. En effet, pour Robert Castel, sous l'impulsion des travailleurs sociaux, les « usagers » des services sociaux sont incités à faire des projets et à entrer dans une « logique de contrepartie » pour mériter les efforts qui sont faits pour eux. Or, cette dynamique d'activation est ambiguë. D'un côté, ce paradigme est, en effet, positif dans la mesure où il prend en compte la singularité des individus, d'un autre côté, il est aussi contestable, voire obscène puisqu'il fait reposer sur les individus, s'inscrivant dans un processus de désaffiliation, la principale responsabilité de leur propre réhabilitation.

En définitive, en continuum des travaux de l'économiste Karl Polany⁶, Robert Castel décortique la « grande transformation du capitalisme ». Néanmoins, il insiste sur les conséquences mortifères de cette transformation sur l'individu, l'organisation du travail, la solidarité⁷ et les liens sociaux (déliaison). Pour autant, Robert Castel n'est pas un sociologue hyper-critique puisqu'il est un analyste du changement⁸ qui a le souci de faire des propositions pour sortir des rapports de domination propres à la société capitaliste contemporaine. Dans cette optique, pour Robert Castel, le déplacement de la responsabilité des difficultés vécues par les individus, en particulier les « individus par défaut⁹ », sur les individus eux-mêmes doit alors être rééquilibré par la référence aux droits universels pour tous les citoyens. Cette dotation des droits est, en effet, indispensable à l'émancipation des individus qui représente une idée centrale de l'œuvre fondamentale de Robert Castel.

*

Je souhaite aussi conclure cet hommage en soulignant l'importance que Robert Castel, grande figure atypique¹⁰ de la sociologie française, a eu dans ma vie personnelle. En effet, après avoir obtenu un diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé, passionné par les explications

sociologiques pour comprendre la production des inégalités et des injustices sociales, je suis entré à l'Ecole des hautes études en sciences sociales pour préparer le diplôme de cette école au début des années quatre-vingt-dix. C'est donc dans cette école que j'ai pu rencontrer Robert Castel pour la première fois. Le même jour que Michel Wieviorka, celui-ci avait, en effet, accepté de devenir mon directeur d'études. Même si j'ai finalement opté pour le premier comme directeur d'études, j'ai néanmoins suivi ses séminaires durant plusieurs années avec une grande régularité. Mais surtout, Robert Castel a été membre, non seulement de mon jury pour le diplôme de l'EHESS mais également de mon DEA puis de ma thèse. Au fur et à mesure de ma formation sociologique, Robert Castel a donc questionné mais aussi validé mes travaux. Plusieurs années après, j'ai donc été très honoré de pouvoir confronter nos points de vue lorsqu'en 2009, à la demande du journal *les Actualités Sociales Hebdomadaires*, Robert Castel a accepté de dialoguer avec moi sur les mutations du travail social¹¹. D'ailleurs, prompt à partager ses idées, Robert Castel a toujours répondu présent aux événements organisés par l'Association des chercheurs des organismes de la formation et de l'intervention sociales (ACOFIS) que je préside depuis sa création. Dans tous les cas, les travaux de Robert Castel resteront longtemps une référence, bien sûr pour moi mais aussi et surtout pour l'ensemble des chercheurs, militants et acteurs du champ social qui, grâce à l'apport scientifique considérable de cet intellectuel engagé, ont longtemps pu développer leurs capacités de réflexion et d'action ■

1. Robert Castel, *La gestion des risques*, Paris, éd. de Minuit, 1981.
2. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, éd. Fayard, 1995.
3. Robert Castel, *L'ordre psychiatrique*, Paris, éd. de Minuit, 1977.
4. Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus (1961)* ; traduction de Liliane et Claude Lainé, présentation, index et notes de Robert Castel, éd. de Minuit, coll. « Le Sens Commun », 1979.
5. Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, éd. Seuil, 2003 ; *La montée des incertitudes*, Paris, éd. Seuil, 2009.
6. Karl Polanyi, *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, éd. Gallimard, (1944) 1983.
7. Robert Castel, Nicolas Duvoux (dir.), *L'avenir de la solidarité*, Paris, éd. La vie des idées/Puf, 2013.
8. Robert Castel, Claude Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, éd. La Découverte, 2012.
9. Robert Castel, Claudine Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, éd. Fayard, 2001.
10. Robert Castel considérait lui-même qu'il était un « miraculé scolaire ». Originaire de Brest, Robert Castel était un fils d'ouvrier (son père était un employé des Ponts et Chaussées) qui obtient d'abord un « Certificat d'aptitude professionnel d'ajusteur mécanicien ». Pourtant, alors que sa mère meurt d'un cancer lorsqu'il avait dix ans et que son père se suicide deux ans plus tard, il arrivera néanmoins à obtenir l'agrégation de philosophie puis un doctorat de sociologie sous la direction de Raymond Aron. Il rejoindra ensuite le Centre de sociologie européenne de Pierre Bourdieu. Voir Robert Castel, « A Buchenwald » in *Esprit*, 2007/7 juillet, p. 155-157.
11. Robert Castel, Manuel Boucher, « Le travail social au risque de la pacification sociale ? », interview in *Actualités Sociales Hebdomadaires*, 9 octobre 2009, n°2627, p. 36-40.